

DANS L'ACTUALITE du 24 au 27 février 2017

Textes officiels

JORF n° 0049 du 26 février 2017

Création de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du Comité national des transports publics particuliers de personnes et de commissions locales des transports publics particuliers de personnes

[Décret n° 2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du Comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes](#)

Electricité produite par les installations qui valorisent le biogaz - Modification de la durée des contrats d'achat

[Arrêté du 24 février 2017 modifiant la durée des contrats d'achat de l'électricité produite par les installations qui valorisent le biogaz](#)

Installations productrices d'électricité, qui ne bénéficient pas de quotas gratuits mais doivent restituer des quotas

[Arrêté du 24 février 2017 modifiant l'arrêté modifié du 24 janvier 2014 fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020](#)

Modification du programme "Economies d'énergie dans les TEPCV" dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie

[Arrêté du 24 février 2017 modifiant l'arrêté du 9 février 2017 portant validation du programme « Economies d'énergie dans les TEPCV » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie](#)

Article R. 600-1 du code de l'urbanisme et Nouvelle-Calédonie - Obligation de notification résultant de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme a le caractère d'une règle de procédure contentieuse

[Avis CE du 22 février 2017, req. n° 404007](#)

JORF n° 0048 du 25 février 2017

Ratifications d'ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables

[Loi n° 2017-227 du 24 février 2017 ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables](#)

JORF n° 0047 du 24 février 2017

Approbation de la stratégie nationale pour la mer et le littoral

[Décret n° 2017-222 du 23 février 2017 Stratégie nationale pour la mer et le littoral](#)

Jurisprudence

Tous les accès au même terrain peuvent ne pas respecter les prescriptions du PLU relatives à la desserte

[CE 23 février 2017 SARL Francimo, req. n° 400440](#)

Lorsqu'une juridiction, à la suite de l'annulation d'un refus opposé à une demande d'autorisation d'occuper ou d'utiliser le sol, fait droit à des conclusions tendant à ce qu'il soit enjoint à l'administration de réexaminer cette demande, ces conclusions aux fins d'injonction du requérant doivent être regardées comme confirmant sa demande initiale

[CE 23 février 2017 M. et Mme A. et la SARL Côte d'Opale, req. n° 395274](#)

Sursis à statuer en vue de permettre la régularisation d'une autorisation d'urbanisme

[CE 22 février 2017 Mme C...et autres, req. n° 392998](#)

Notification erronée sur la nature du recours contre le jugement

[CE 22 février 2017 Mme C., req. n° 395184](#)

Recevabilité d'un référé contractuel introduit suite à un référé précontractuel

[CE 14 février 2017 société des eaux de Marseille, req. n° 403614](#)

Point de départ du délai de péremption du permis de construire

[CE 10 février 2017 S.A.R.L. Immoconseil, req. n° 383329](#)

Requalification d'un bail emphytéotique, couplé à un contrat de location, en marché public de travaux

[CAA Bordeaux 2 février 2017 association Savès-Accueil-Transparence, req. n° 14BX02682, 14BX02684](#)

Vu par ailleurs

Contrats publics

Signature du contrat : la précipitation peut être sanctionnée !

[Dans un arrêt rendu le 14 février, le Conseil d'Etat s'est prononcé sur la recevabilité d'un référé contractuel introduit suite à un référé précontractuel.](#)

Source : localtis.info du 24/02/2017

Urbanisme

Le guide "Prendre en compte le temps dans l'aménagement"

[Prendre en compte le temps dans l'aménagement](#)

Source : tempoterritorial.fr 2017

Environnement

Le Sénat vote pour le maintien de l'eau et de l'assainissement dans les compétences optionnelles des intercommunalités

[Le Sénat a adopté en première lecture le 23 février une proposition de loi pour le maintien des compétences eau et assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes alors que la loi NOTRe avait prévu leur transfert obligatoire au 1er janvier 2020. Les communautés d'agglomération pourront aussi les conserver comme compétences optionnelles, selon un amendement voté en séance.](#)

Source : localtis.info du 24/02/2017

Les collectivités appelées à redoubler d'efforts contre la pollution lumineuse

[L'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes \(ANPCEN\) lance le 27 février la nouvelle édition de son concours Villes et villages étoilés, qui valorise les communes s'efforçant de réduire la pollution lumineuse. A cette occasion, sa présidente Anne-Marie Ducroux, a fait le point sur la maturité de cet enjeu dans les collectivités et les progrès à faire.](#)

Source : localtis.info du 24/02/2017

Collectivité territoriale

La mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain

[Le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports et la secrétaire d'Etat chargée de la ville ont présenté une communication relative à la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain.](#)

Source : Compte rendu du Conseil des ministres du 24/02/2017

Notre-Dame-des-Landes : les attaques se multiplient contre le nouveau schéma territorial

[La coordination juridique des opposants à l'aéroport, dont les deux associations Acipa et Cédpa, et la Confédération paysanne ont également déposé un recours contre le Scot de Nantes-Saint-Nazaire, adopté le 19 décembre par les élus du pôle métropolitain, et présenté comme étant la réponse aux observations de la Commission européenne, dans le cadre d'une procédure d'infraction intentée en 2014 contre la France au sujet du projet d'aéroport.](#)

Source : le Moniteur du 23/02/2017

Vu dans les revues

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 173 – Février 2017 p.16, *Dossier : Analyser les candidatures et les offres*

RDI n° 2 – Février 2017 p.112, *Le juge de cassation exerce un contrôle de la qualification juridique des faits sur l'appréciation de la légalité d'une dérogation*, par Pierre Soler-Couteaux

Presse

Le trou noir de la législation

[Juridiquement, la situation des « engins de déplacement personnels » est inadaptée. Sur les trottoirs, ne peuvent rouler que des machines ne dépassant pas... 6 km/h, soit la vitesse du piéton !](#)

Source : les Echos du 27/02/2017

E-trottinettes, hoverboard, gyroroues... les citoyens se déchaînent sur les trottoirs

[Une nouvelle mobilité apparaît alors que les villes commencent à limiter la circulation des voitures. Mais la cohabitation avec les piétons est complexe.](#)

Source : les Echos du 26/02/2017